



Une newsletter mensuelle

Vol 06 - Numéro 8  
Août 2025

# The Bottom Line

## SOMMAIRE

Fiscalité Directe **2**

Fiscalité Indirecte **3**

Droit des Sociétés **4**

L'essentiel pour les CFO **5**

Fusions & Acquisitions **5**

Actualités Récentes **6**

Glossaire **7**

À Propos **8**

## MÉTRIQUES

### Indices

BSE SENSEX	81,186	-2.90%	▼
NSE NIFTY50	24,768	-2.93%	▼
NASDAQ Composite	21,122	3.70%	▲
NIKKEI 225	41,070	1.44%	▲

### Devises

USD/INR	87.52	-2.13%	▼
Euro/INR	99.97	1.02%	▲
GBP/INR	115.61	1.76%	▲
JPY/INR	0.58	2.49%	▲

Note: L'évolution d'un mois sur l'autre au 31 juillet 2025 est indiquée en pourcentage  
Source: NSE.com, BSE.com, NASDAQ.com, NIKKEI.com, Investing.com



# FISCALITÉ DIRECTE

## Circulaires / Notifications

### Le CBDT assouplit les obligations de conformité liées aux problèmes de TDS/TCS pour les PAN inactifs

Le CBDT a accordé un allègement aux contribuables et aux collecteurs/reteneurs d'impôt confrontés à des difficultés liées à l'inactivation des PAN pour non-liaison avec l'Aadhaar. Auparavant, des taux plus élevés de TDS/TCS s'appliquaient, entraînant des mises en recouvrement même lorsque le PAN redevenait ensuite actif. Désormais, aucune responsabilité pour retenue ou collecte insuffisante ne sera engagée si le montant a été versé ou inscrit au crédit entre le 1er avril 2024 et le 31 juillet 2025 et que le PAN est rendu actif au plus tard le 30 septembre 2025, ou si le montant est versé à compter du 1er août 2025 et que le PAN est rendu actif dans les deux mois suivant la fin de ce mois. Les dispositions normales s'appliqueront alors.

*Circular no. 09 of 2025 dated July 21, 2025*

## Décisions Judiciaires

### Une supervision opérationnelle et un contrôle fonctionnel entraînent la création d'un établissement stable

La Cour suprême a jugé qu'une entité basée aux Émirats Arabes Unis disposait d'un établissement stable 'fixe' en Inde au sens de l'article 5(1) de la convention fiscale Inde-EAU. L'entité avait conclu des SOSA à long terme avec des propriétaires d'hôtels indiens et exerçait un contrôle continu sur les aspects stratégiques, opérationnels et financiers : politiques RH, approvisionnements, tarification, marketing, affectation du personnel. La rémunération indexée sur les bénéfices et la présence régulière de

cadres ont établi un lien commercial substantiel. La Cour a estimé que les locaux hôteliers étaient effectivement à la disposition de l'entité, satisfaisant ainsi au critère d'un établissement stable fixe. Par conséquent, les revenus générés dans le cadre du SOSA ont été considérés comme attribuables à cet établissement stable et imposables en Inde.

*Hyatt International Southwest Asia Ltd. (Supreme Court of India)*

### Aéronefs : Les loyers dans le cadre d'un contrat de location-exploitation ne sont pas imposables en tant que revenus d'intérêts

Le Tribunal a statué que les loyers perçus par une société irlandaise auprès d'une compagnie aérienne indienne dans le cadre de baux d'aéronefs constituaient des locations-exploitation, non imposables en Inde. Le Tribunal a relevé, à partir de l'ASLA et du CTA, que la propriété demeurait au bailleur, que l'aéronef devait obligatoirement être restitué à la fin de la période de location, que la durée du bail ne couvrait pas toute la durée de vie économique de l'appareil, que la sous-location était également restreinte et qu'aucune approbation de la RBI n'avait été obtenue pour une location-financement. En conséquence, l'administration fiscale ne pouvait requalifier ces loyers en intérêts au sens de l'article 11 de la convention Inde-Irlande.

*Celestial Aviation Trading 15 Ltd. (Delhi ITAT)*

### L'allègement fiscal pour les AIF n'est pas limité par leur catégorie

La Haute Cour a jugé qu'un AIF de catégorie III a droit à l'exonération sur des revenus tels que les plus-

**Le CBDT assouplit les obligations de conformité liées aux problèmes de TDS/TCS pour les PAN inactifs**

**Aéronefs : Les loyers dans le cadre d'un contrat de location-exploitation ne sont pas imposables en tant que revenus d'intérêts**

values, les dividendes et les intérêts, au même titre que les autres catégories d'AIF, dès lors que ces revenus sont de nature spécifiée. L'exonération dépend de la nature du revenu et non de la catégorie de l'AIF. Si le revenu correspond au type prévu, tel que les plus-values ou les intérêts, il reste exonéré entre les mains de l'AIF, quelle que soit sa catégorie.

*Equity Intelligence AIF Trust (Delhi High Court)*

### Le non-respect du protocole d'évaluation dématérialisée peut rendre l'avis de réévaluation nul

La Cour suprême a confirmé la décision de la Haute Cour du Telangana selon laquelle les avis émis en vertu de l'article 148 en violation du protocole d'évaluation dématérialisée prévu à l'article 151A et des lignes directrices du CBDT pour l'«e-assessment» dans le cadre du Income Escaping Assessment Scheme, 2022 sont invalides, y compris ceux liés à des dossiers de fiscalité internationale. Les avis doivent respecter le protocole d'évaluation dématérialisée du dispositif du CBDT.

*Deepanjan Roy [SLP before Supreme Court of India]*

# FISCALITÉ INDIRECTE

## Circulaires / Notifications / Communiqués de presse

### Déclaration des valeurs dans le GSTR-3B

À compter de la période fiscale de juillet 2025, les livraisons inter-États, automatiquement pré-remplies dans le tableau 3.2 du GSTR-3B sur le portail GST, ne seront plus modifiables. En cas de modification ou de rectification nécessaire, celle-ci pourra être effectuée en ajustant les valeurs correspondantes dans le GSTR-1A ou dans le GSTR-1 déposé pour les périodes fiscales suivantes.

*Advisory dated July 19, 2025*

## Décisions Judiciaires

### Détachement d'expatriés

En l'absence d'auto-facture émise par le requérant pour les prétendus services fournis par la partie liée étrangère via le détachement d'employés, la valeur imposable de ces prestations sera réputée « nulle », conformément à la clarification apportée par la circulaire n° 210/4/2024-GST du 26 juin 2024.

*M/s Alstom Transport India Ltd (Karnataka High Court)*

### Le transfert de crédit d'impôt (ITC) après une fusion inter-États est autorisé

Le transfert du crédit d'impôt inutilisé figurant dans le registre électronique de crédit de l'entreprise absorbée vers l'entreprise issue de la fusion est autorisé, même si les sociétés sont situées dans des États différents.

*Umicore Autocat India Pvt Ltd (Bombay High Court)*

### Droits de bail

La cession de droits de bail sur un terrain industriel moyennant contrepartie constitue un transfert de droits relatifs à un bien immobilier et n'est pas imposable au titre de la GST.

*Dhiraj Can Co. Pvt Ltd (Gujarat High Court)*

### Les créances sur des entités du groupe peuvent être compensées par des dettes

Lorsque l'ITC est demandé en remboursement au titre de l'exportation de services vers des entités du groupe, la demande de remboursement ne doit pas être rejetée uniquement en raison de la non-soumission des FIRC, si le demandeur fournit un certificat d'un Expert-Comptable confirmant la réception de la contrepartie nette et soumet l'approbation nécessaire de la RBI pour de tels accords de compensation.

*Kuehne Plus Nagel Pvt Ltd (Gujarat High Court)*

**L'absence de FIRC ne justifie pas le rejet d'un remboursement**

**Le transfert de crédit d'impôt (ITC) après une fusion inter-États est autorisé**

**Les créances sur des entités du groupe peuvent être compensées par des dettes**

### L'absence de FIRC ne justifie pas le rejet d'un remboursement

La non-soumission du FIRC ne justifie pas le rejet d'un remboursement si la réception nette de devises étrangères est certifiée par un Expert-Comptable.

*Kuehne Plus Nagel Pvt Ltd (Gujarat High Court)*



# DROIT DES SOCIÉTÉS ET LÉGISLATIONS CONNEXES

## Circulaires / Notifications

### Reserve Bank of India - Directives sur les investissements dans les AIF (2025)

Les circulaires existantes ont été examinées et, après retour d'expérience de l'industrie, la RBI a publié des lignes directrices détaillées concernant l'investissement des RE de la RBI dans les AIF. Les principales directives sont les suivantes :

#### Investissement :

- La politique interne d'investissement des RE doit comporter des dispositions appropriées encadrant l'investissement dans un programme d'AIF conforme aux lois et réglementations en vigueur
- La contribution individuelle d'un RE ne doit pas dépasser 10% du capital total du programme d'AIF
- La contribution cumulée de tous les RE dans un programme d'AIF ne doit pas dépasser 20% du capital total de ce programme.

#### Provisionnement:

- Si un RE contribue à plus de 5% du capital total d'un programme qui détient un investissement indirect (downstream investment) dans une société débitrice du RE, alors le RE doit constituer une provision à 100% à hauteur de sa participation proportionnelle dans la société débitrice via le programme d'AIF.
- Si la contribution du RE prend la forme d'unités subordonnées, alors l'intégralité de l'investissement dans la société débitrice doit être déduite proportionnellement des fonds propres du RE.

#### Exemptions :

- Investissements en cours réalisés avec l'approbation préalable de la RBI.
- Cas prévus par notification de la RBI [RBI/DOR/2025-26/138](#) [DOR.STR.REC.43/21.04.048/2025-26](#) dated July 29, 2025

#### Nouvelle soumission des demandes de transfert d'actions physiques

Le transfert de titres sous format physique a été interrompu à compter du 1er avril 2019. Les actes de transfert déposés avant cette date et rejetés pour insuffisance documentaire pouvaient être redéposés, accompagnés des documents requis, jusqu'au 31 mars 2021. Certains investisseurs ayant manqué ce délai, une période supplémentaire a été accordée pour faciliter l'investissement. Désormais, la fenêtre de réouverture pour le dépôt des actes de transfert sera du 7 juillet 2025 au 6 janvier 2026.

[SEBI/HO/MIRSD/MIRSD-PoD/P/CIR/2025/97](#) dated July 2, 2025

#### Dépôt obligatoire avec le modèle Excel prescrit

L'IEPFA a enjoint toutes les sociétés concernées à assurer le respect obligatoire des IEPF (Accounting, Audit, Transfer and Refund) Rules, 2016. Les sociétés ayant transféré un montant à l'Investor Education and Protection Fund ou au gouvernement central, mais n'ayant pas encore communiqué les détails du transfert à l'IEPF, doivent soumettre ces informations via le formulaire IEPF-1A accompagné du modèle Excel prescrit, dans les délais fixés. L'IEPFA étant désormais passé au système MCA21

Lignes directrices publiées concernant l'investissement des RE dans les AIF

Règles de RSE mises à jour par le MCA

V3, les sociétés n'ayant pas encore déposé le formulaire IEPF-1A avec le modèle Excel prescrit peuvent le faire jusqu'au 30 août 2025. L'absence de dépôt entraînera des mesures réglementaires.

[MCA Investor Education and Protection Fund Authority Public Notice dated July 31, 2025](#)

#### Règles modifiées sur la politique de responsabilité sociale des entreprises

Le MCA a mis à jour les règles applicables aux entreprises menant des actions de RSE. À compter du 14 juillet 2025, les ONG et autres groupes doivent utiliser un nouveau formulaire (CSR-1) pour s'enregistrer dans le cadre des projets de RSE. De plus, ils doivent fournir des informations supplémentaires, telles que les approbations et enregistrements fiscaux, et disposer d'au moins trois années d'expérience en RSE, sauf s'ils sont créés par le gouvernement. Le PAN, la vérification par e-mail, les signatures numériques et les certificats émis par des professionnels sont désormais requis. La fourniture d'informations fausses peut entraîner des sanctions..

[MCA Notification No. G.S.R. 452\(E\) dated July 7, 2025](#)

# L'ESSENTIEL POUR LES CFO

## SEBI - Élargissement du cadre pour le SSE

### Audit - Révision ISA 240 et « vision fraude »

### IFRS S2 - Nouvelles orientations pour les plans de transition climatique

#### SEBI - Élargissement du cadre pour le SSE

Afin de renforcer la participation des organisations à but lucratif et non lucratif, la définition des NPOs inclut désormais les trusts, les associations caritatives et les sociétés régies par la section 25 du Companies Act, 1956. Une nouvelle catégorie, les SIAO, a été introduite pour élargir l'inclusion professionnelle. Autres changements majeurs: un délai de deux ans pour lever des fonds après l'enregistrement, l'alignement des activités éligibles avec l'annexe VII du Companies Act, l'assouplissement des critères d'éligibilité pour les OBNL, ainsi que l'instauration d'une obligation annuelle d'auto-déclaration scindée en volets financier et non financier.

#### Audit - Révision ISA 240 et « vision fraude »

L'IAASB a révisé l'ISA 240 afin de renforcer le rôle des auditeurs dans la détection et la réponse à la fraude. La norme révisée, applicable à partir du 15 décembre 2026, renforce le scepticisme professionnel et intègre une « vision fraude » à toutes les étapes de la planification, de l'exécution et du reporting de l'audit. Principales améliorations : un meilleur processus d'évaluation des risques, l'utilisation de l'analyse de données, une documentation élargie et une communication plus claire avec les organismes de gouvernance. La norme précise les responsabilités liées à la fraude et encourage une plus grande transparence dans les rapports d'audit.

#### IFRS S2 - Nouvelles orientations pour les plans de transition climatique

La Fondation IFRS a publié des lignes directrices visant à faciliter la mise en œuvre de l'IFRS S2 sur les informations à fournir en lien avec le climat. Elles visent à aider les entités à fournir des informations cohérentes et de qualité sur les plans de transition climatique, couvrant à la fois les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Élaborées avec la contribution du TPT, ces lignes directrices positionnent la planification de la transition comme un processus stratégique aligné sur les objectifs risque/rendement de l'entité. Il est important de noter que ces lignes directrices complètent, mais ne modifient pas, les exigences de l'IFRS S2..

# FUSIONS & ACQUISITIONS

## Le pipeline d'IPO en Inde prêt à battre des records en 2025

Les marchés de capitaux indiens s'apprêtent à vivre une année record en 2025, avec plus de 28,38 milliards € d'introductions en bourse (IPO) attendues au cours des 18 à 24 prochains mois. Cette envolée, l'une des plus ambitieuses de ces dernières années, est portée par un solide pipeline d'entreprises de la fintech, du e-commerce, de la santé et des services financiers.

Selon Prime Database, des IPO totalisant 12,65 milliards € ont déjà reçu l'agrément du SEBI, tandis que 15,73 milliards € supplémentaires sont en attente de validation. La seconde moitié de l'année devrait être particulièrement dynamique, menée par des acteurs majeurs tels que Tata Capital (1,89 milliard €), LG Electronics India (1,65 milliard €) et Groww (654 millions €). De nombreuses start-up et licornes à forte croissance, comme PhonePe, Meesho, Lenskart et Physics Wallah, se préparent également à entrer en bourse, avec des montants d'émission estimés entre 165 et 990 millions €. Depuis janvier 2025, 26 entreprises ont déjà levé 5,74 milliards €, avec l'IPO de HDB Financial Services (1,38 milliard €) se distinguant comme l'une des plus importantes de ces dernières années. Cette tendance s'inscrit dans la continuité d'une année 2024 robuste, marquée par 17,60 milliards € levés via 90 IPO, traduisant une participation et une confiance accrues des investisseurs.

Cette dynamique reflète la maturité croissante de l'écosystème boursier indien. Des normes de divulgation renforcées, une supervision réglementaire solide et des équipes fondatrices expérimentées favorisent des offres plus attractives pour les investisseurs. De plus en plus, les entreprises considèrent la cotation comme une étape stratégique de long terme plutôt qu'une simple levée de capitaux.

Avec des émissions majeures en préparation et un sentiment positif qui entretient l'élan, 2025 s'annonce comme une année charnière, susceptible de transformer en profondeur le paysage des marchés publics indiens..

# ACTUALITÉS RÉCENTES

## Indo-Australia Trade Facilitation Roadshow, New Delhi

1er juillet 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, a participé à un panel dynamique sur le thème « Collaboration stratégique dans le potentiel commercial indo-australien », partageant ses points de vue sur la conduite des affaires en Inde et sur la manière dont l'ECTA façonne les opportunités transfrontalières.

## Webinaire « Staying Ahead of the Curve : Préparation des entreprises au DPDP Act »

17 juillet 2025

Medhanshu Mishra, Shrikrishna Dikshit et Rachit Shukla ont partagé leur expertise sur l'évolution du paysage de la protection des données dans le cadre du DPDP Act. Le webinaire a mis en lumière les priorités en matière de conformité, le rôle des Data Fiduciaries, la gestion des risques liés aux tiers, ainsi que des cadres d'action permettant aux entreprises de garder une longueur d'avance.

## IIA Delhi CAE-CRO Leadership Dialogue

2 juillet 2025

Gaurav Bhatia, Baker Tilly ASA India, a clôturé la session de la branche de Delhi de l'IIA India en apportant des éclairages percutants sur l'évolution du rôle de l'audit interne et son alignement avec les priorités

émergentes en matière de gestion des risques.

## Leader Speak : Comment remplir correctement sa déclaration de revenus

3 juillet 2025

Pankaj Aneja, ASA, est intervenu en direct sur DD News pour expliquer comment remplir correctement sa déclaration de revenus et en quoi le faire correctement peut bénéficier aux contribuables.

## Leader Speak à l'occasion de l'AI Appreciation Day

16 juillet 2025

Shrikrishna Dikshit, Baker Tilly ASA India, a rappelé l'importance de valoriser l'effort plutôt que le résultat, un message qui résonne particulièrement en cette journée dédiée à l'IA, alors que nous abordons l'automatisation avec un état d'esprit axé sur l'apprentissage continu et l'adaptabilité.

## Conférence sur la fraude financière et l'audit forensique

18 juillet 2025

Gaurav Bhatia, Baker Tilly ASA India, a participé à la table ronde de l'Achromic Point's Financial Fraud & Forensic Audit Conference 2025, où il a partagé des conseils pratiques sur l'alignement des cadres d'audit avec les stratégies antifraude dans un environnement en pleine évolution numérique..

## Webinaire « Bridge to India : stratégies d'entrée sur le marché »

23 juillet 2025

Shyam Ramakrishnan et Kim Collaco, Baker Tilly ASA India, ont participé au webinaire UK Export "Bridge to India" afin d'aider les entreprises britanniques à pénétrer le marché indien avec clarté, stratégies concrètes et confiance.

## Session "Challenges of Dreaming Big"

24 juillet 2025

Laure Mounier, PDG de Baker Tilly France et membre du conseil d'administration de Baker Tilly International, a animé une session virtuelle revenant sur les 60 ans de parcours de Baker Tilly France et son expérience en matière de leadership. Elle a souligné le lien entre ambition, résilience et valeurs.

## Revenus fantômes : comment le round-tripping trompe les banques et masque les difficultés financières

9 juillet 2025

Auteurs : Gaurav Bhatia & Ankit Saini, Baker Tilly ASA India

Dans cet article, des enquêtes judiciaires révèlent comment le round-tripping déforme la réalité financière. Bien que les états financiers puissent sembler sains, cette technique gonfle artificiellement les revenus sans réelle activité économique, mettant en lumière des lacunes dans la supervision et la nécessité d'un contrôle plus rigoureux.

# GLOSSAIRE

**AI**  
Artificial  
Intelligence

**AIF**  
Alternative  
Investment Fund

**ASLA**  
Aircraft Specific  
Lease Agreement

**CBDT**  
Central Board of  
Direct Taxes

**CSR**  
Corporate Social  
Responsibility

**CTA**  
Common Terms  
Agreement

**DPDP Act**  
Digital Personal  
Data Protection Act,  
2023

**DTAA**  
Double Taxation  
Avoidance  
Agreement

**ECTA**  
Economic  
Cooperation and  
Trade Agreement

**FIRC**  
Foreign Inward  
Remittance  
Certificate

**GST**  
Goods &  
Services Tax

**IAASB**  
International  
Auditing and  
Assurance  
Standards Board

**IEPF**  
Investor Education  
and Protection  
Fund

**IEPFA**  
Investor Education  
and Protection  
Fund Authority

**IFRS**  
International  
Financial Reporting  
Standards

**IIA**  
Institute of Internal  
Auditors

**IPO**  
Initial Public Offer

**ISA**  
International  
Standard on Auditing

**ITAT**  
Income Tax  
Appellate Tribunal

**ITC**  
Input Tax Credit

**MCA**  
Ministry of  
Corporate Affairs

**NPO**  
Not-for-Profit  
Organisation

**PAN**  
Permanent Account  
Number

**PE**  
Permanent  
Establishment

**RBI**  
Reserve Bank  
of India

**RE**  
Regulated Entity

**SEBI**  
Securities and  
Exchange Board  
of India

**SIAO**  
Social Impact  
Assessment  
Organisation

**SOSA**  
Strategic Oversight  
Services Agreement

**SSE**  
Social Stock  
Exchange

**TCS**  
Tax Collected at  
Source

**TDS**  
Tax Deducted at  
Source

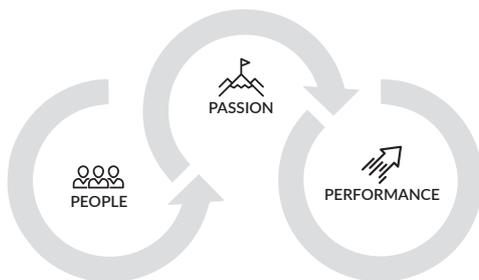
**TPT**  
Transition Plan  
Taskforce

**V3**  
Version 3

Votre avis nous intéresse.  
N'hésitez pas à nous  
faire part de vos  
commentaires et suggestions  
à l'adresse suivante :  
[french.desk@bakertilly.in](mailto:french.desk@bakertilly.in)

# À PROPOS

Un cabinet pluridisciplinaire offrant une gamme complète de services en stratégie d'entreprise, expertise comptable, conseil fiscal ainsi qu'en analyse financière et marketing.



## SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL



**70** Associés/  
Directeurs

**6000+**  
Clients

**1200+**  
Professionnels  
en interne

## PRÉSENCE MONDIALE



**43,000**  
Employés



**700**  
Bureaux



**143**  
Territoires



**\$5.6 Mds**  
Chiffre d'affaires



**ASA**  
Going The Extra Mile

**bakertilly**  
NETWORK MEMBER

## Baker Tilly ASA India LLP

### New Delhi (Corporate Office)

Aurobindo Tower  
81/1 Third Floor Adchini  
Aurobindo Marg  
New Delhi 110 017, INDIA  
T +91 11 4100 9999

### Ahmedabad

306 - B, Pinnacle Business Park  
Corporate Road, Prahlad Nagar  
Ahmedabad, 380 015, INDIA  
T + 91 79 4891 5409

### Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3  
1st Main Road, 3rd Phase  
Sarakki Industrial Layout  
J P Nagar, Bengaluru 560078, INDIA  
T +91 80 4907 9600

### Chennai

Unit No. 709 & 710,  
7th Floor 'Beta Wing'  
Raheja Towers, New Number 177  
Anna Salai, Chennai 600 002, INDIA  
T +91 44 4904 8200

### Gurgaon

Time Square Fourth Floor  
Block B, Sushant Lok 1  
Gurgaon 122 002, INDIA  
T +91 124 4333 100

### Hyderabad

Vasavi's MPM Grand  
11th Floor, Unit No 1204  
Yella Reddy Guda Road, Ameerpet  
Hyderabad Telangana 500 073, INDIA  
T +91 40 2776 0423

### Kochi

Pioneer Tower  
207-208 Second Floor, Marine Drive  
Kochi 682 031, INDIA  
T +91 484 410 9999

### Mumbai

Lotus Corporate Park  
G-1801 CTS No.185/A  
Graham Firth Compound  
Western Express Highway, Goregaon East  
Mumbai 400 063, INDIA  
T +91 22 4921 4000

### Affiliés Nationaux

Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and  
Vishakhapatnam

Clause de non-responsabilité : Toutes les précautions ont été prises pour s'assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et sont exactes. Toutefois, ce document n'a pas vocation à fournir un conseil juridique, fiscal, comptable ou professionnel de quelque nature que ce soit. Il est recommandé de solliciter un avis approprié avant d'entreprendre toute action sur des sujets spécifiques.